

Renforcer la puissance stratégique de l'Europe avec la réélection de Trump : 8 propositions politiques concrètes

Samuel B.H. Faure | 29 janvier 2025 | ARTICLES | 



Le 6 novembre 2024, Donald J. Trump a été réélu président des États-Unis, fonction qu'il occupe depuis janvier 2025 pour quatre ans. Lors de sa campagne électorale, il n'a eu de cesse de répéter que les Européens devaient davantage financer leur propre défense s'ils voulaient continuer à bénéficier du soutien des États-Unis, et qu'une fois élu, il mettrait fin à la livraison d'armes au profit de l'Ukraine, préférant « négocier la paix » directement avec le président de la Russie, Vladimir Poutine. Dans cette conjoncture incertaine, l'Union européenne (UE) et ses États membres doivent évaluer la manière de renforcer leur capacité d'action stratégique pour aider l'Ukraine et se défendre vis-à-vis de la Russie. Le travail politique à réaliser est colossal et les périls nombreux, mais l'UE dispose de ressources, y compris dans l'opinion publique, qu'il s'agit pour ses acteurs de mobiliser, au-delà des discours incantatoires et des appels au sursaut. Pour traduire la « volonté politique » en instruments d'action et accélérer les initiatives déjà à l'œuvre, huit propositions politiques concrètes sont formulées à l'échelle de l'UE et de ses États membres, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) nécessitant un développement à part entière distinct.

Le renforcement de la puissance stratégique de l'Europe par ses « Entrepreneurs »

On trouve dans chaque institution de l'UE, dans chaque État membre et au sein du monde de l'expertise, des acteurs individuels et collectifs qui soutiennent le statu quo, voire l'affaiblissement stratégique de l'Europe. Le milieu de l'industrie de la défense ne fait pas exception avec une préférence pour un soutien à la Base industrielle et technologique de défense (BITD) nationale. Ils continueront, dans les prochaines années, à défendre cette ligne politico-industrielle conservatrice, et pouvant être populiste, en maintenant l'actuel régime militaro-industriel européen malgré son inadaptation pour relever les défis géo-économiques auxquels l'UE doit répondre, à commencer par le soutien militaire à l'Ukraine.

Au nom d'une certaine idée du politique et d'intérêts commerciaux, qu'ils soient des responsables politiques, des élites militaires, des hauts fonctionnaires ou des dirigeants industriels, ces « Rentiers du souverainisme¹ » s'emploieront à

décrédibiliser non seulement l'intégration européenne des politiques industrielles de la défense, mais aussi la coopération européenne comme moyen d'action, à moins qu'ils ne la contrôlent. De plus, les « Courtiers de l'hégémon », au centre desquels se trouve la Hongrie de Viktor Orbán, travailleront à affirmer leur loyauté vis-à-vis de l'administration Trump en jouant la carte de la sous-traitance stratégique au bénéfice du « parapluie américain ». Les uns persisteront à être les alliés objectifs des autres, ce qui pourrait avoir pour effet d'atrophier la capacité d'action stratégique de l'UE et de ses États membres, aboutissant à l'accélération de leur provincialisation, voire de leur vassalisation.

Mais aussi, on observe des serviteurs de l'État et des agents de l'Union, des capitaines d'industrie et des lobbyistes, des consultants et des avocats qui travaillent, depuis des années, à favoriser une transition vers un nouveau régime militaro-industriel européen. Malgré leurs appartenances institutionnelles et professionnelles multiples, ces acteurs forment un autre assemblage politique qualifié d'« Entrepreneurs d'Europe », qui s'opposent aux Rentiers du souverainisme et aux Courtiers de l'hégémon.

Les Entrepreneurs d'Europe sont ainsi définis comme l'ensemble des acteurs – politiques, administratifs, diplomatiques, industriels, économiques, etc. – qui considèrent que la situation géostratégique est suffisamment grave, d'aucuns diraient « existentielle », pour impulser des changements structurels par l'Europe. En d'autres termes, des initiatives politiques prises ici et là ne pourront aboutir au mieux qu'à des adaptations institutionnelles insuffisantes. En outre, aucun État européen, pas même la France, n'a les ressources politiques, budgétaires, institutionnelles et industrielles suffisantes pour répondre seul aux enjeux géostratégiques qui se posent. Ce faisant, les Entrepreneurs d'Europe représentent cette force sociale et politique dont l'UE a plus que jamais besoin à la suite de la réélection de Trump, si elle veut éviter sa « lente agonie » au profit des grandes puissances, chinoise et américaine.

Pour renforcer la puissance stratégique de l'Europe, les Entrepreneurs d'Europe doivent parvenir à délaisser l'idée relevant du piège scolastique ou de l'excuse à la passivité décisionnelle selon laquelle le changement politique nécessiterait un hypothétique « alignement des planètes ». L'unité européenne « pure et parfaite » n'a pas davantage de chance d'advenir que l'arrivée de Godot espérée par Vladimir et Estragon. Au contraire, dans cette Europe des années 2020 qui continuera à opposer Rentiers du souverainisme, Courtiers de l'hégémon et Entrepreneurs d'Europe, l'objectif devrait être de créer et de renforcer les conditions politico-institutionnelles favorisant la collaboration et la mise en réseau des Entrepreneurs d'Europe. L'accélération de la puissance stratégique de l'Europe nécessite la capacité d'action politique coordonnée et renforcée des Entrepreneurs d'Europe, ce qui est, à ce jour, tout à fait improbable, en raison des « dépendances aux sentiers » politico-institutionnels favorables aux Rentiers du souverainisme et aux Courtiers de l'hégémon.

Ainsi, l'objet de ce texte n'est pas de convaincre les Rentiers du souverainisme ou les Courtiers de l'hégémon du bien fondé de passer à un nouveau régime militaro-industriel européen, mais d'identifier pour le bénéfice des Entrepreneurs d'Europe quelques leviers d'action pensés comme complémentaires d'autres initiatives, y compris en matière nucléaire, pour renforcer la puissance stratégique de l'UE et de ses États membres, avec le retour de Trump à la Maison-Blanche. Ce travail politique nécessite d'être mené concomitamment au sein des institutions de l'UE et de ses États membres.

Tableau synthétique. Renforcer la puissance stratégique de l'Europe, 8 propositions politiques concrètes :

	À court terme (2025)	À moyen terme (2025-2027)	À long terme (2025-2035)
Au sein de l'Union européenne	1) Rendre contraignants les objectifs stratégiques fixés par les États membres.	3) Déclassifier les données en matière de coopération au sein de l'Agence européenne de défense.	
	2) Rendre public les positions des États membres dans les négociations sur le programme européen pour l'industrie de la	4) Faire réussir les programmes d'armement en coopération et les « champions européens » (intégration de	5) Soutenir l'obtention de crédits budgétaires européens supplémentaires.

	défense.	l'industrie de la défense).	
Au sein des États membres	6) Européaniser les budgets militaires nationaux.	7) Accentuer le travail de coordination politique entre dirigeants politiques nationaux.	8) Valoriser la circulation européenne des fonctionnaires nationaux.

Faire bouger les lignes politiques au sein de l'Union européenne

Le retour de Trump à la tête des États-Unis intervient simultanément avec une nouvelle séquence politique au sein de l'UE. En novembre 2024, le Parlement européen a confirmé le collège des commissaires comprenant le Lituanien Andrius Kubilius, commissaire en charge de la Défense et de l'Espace. Ursula von der Leyen a été reconduite à la tête de la Commission européenne pour un second mandat et l'ancien Premier ministre portugais, António Costa, succède à Charles Michel en tant que président du Conseil européen. Quant à l'estonienne Kaja Kallas, elle a été nommée Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, à la suite du mandat de Josep Borrell. Depuis le 1^{er} janvier 2025, la Pologne et son Premier ministre, Donald Tusk, ont succédé à la Hongrie de Viktor Orbán pour assurer la présidence du Conseil de l'UE. Dans ce contexte, cinq propositions sont formulées pour faire bouger les lignes politiques au sein de l'UE afin de renforcer la puissance stratégique européenne.

1) Rendre contraignants les objectifs stratégiques fixés par les États membres

Depuis des années, les États membres se sont accordés par l'intermédiaire de leurs ministres de la Défense, siégeant au sein de l'Agence européenne de la défense (AED), sur un objectif ambitieux : doubler la part d'équipements militaires produits en coopération européenne afin de la faire passer de 18 % – son volume actuel – à 35 %. En mars 2024, lors de la [présentation](#) de la Stratégie industrielle européenne de défense (EDIS) par les commissaires Thierry Breton, Margrethe Vestager et le Haut Représentant Josep Borrell, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) avaient même réhaussé cet objectif à [40 %](#).

Or, nous le savons, des objectifs politiques sans contraintes institutionnelles ont une probabilité infime d'être atteints, en particulier dans un contexte politique national instable et austéritaire. À cet égard, le [rapport annuel de l'AED portant sur les données de défense](#), publié le 4 décembre 2024, n'est pas rassurant dans la mesure où ces objectifs ne sont pas mentionnés une seule fois. Le rapport précise que les États membres ont collectivement alloué 242 millions d'euros à des projets de recherche et technologie (R&T) collaboratifs européens en 2023, correspondant à 6 % de leurs dépenses totales de R&T de défense, ce qui est plus de trois fois inférieur à l'objectif collectif de 20 % convenu par les États membres eux-mêmes.

Les Entrepreneurs d'Europe que pourraient incarner, entre autres, la Haute Représentante, Kaja Kallas, le commissaire à la Défense et l'Espace, Andrius Kubilius, et les ministres de la Défense soutenant l'accélération de la puissance stratégique de l'Europe, devraient se coordonner afin de rendre contraignant un tel objectif en s'accordant sur un agenda de travail devant être respecté par les services compétents des ministères de la Défense des 27. Pour atteindre l'objectif de 35 %, il s'agirait d'augmenter chaque année de 3 % à 3,5 % la proportion d'acquisitions d'armements produits en coopération européenne lors du mandat européen qui s'ouvre (2024-2029). Pour parvenir à l'objectif de 40 %, ladite proportion devrait augmenter de 4 % par an.

2) Rendre public les positions des États membres dans les négociations sur le programme européen pour l'industrie de la défense

Le programme européen pour l'industrie de la défense (EDIP) est une proposition de règlement qui a été élaborée par la Commission européenne et présentée conjointement avec la stratégie industrielle européenne de défense (EDIS), en [mars 2024](#). Ce règlement est pensé comme un instrument réglementaire et budgétaire comptant un budget de 1,5 milliard d'euros afin de soutenir l'édification d'une Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) [au sein de l'UE](#). Si le niveau d'engagement budgétaire est en deçà de ce qui est nécessaire pour accélérer les changements industriels dont l'Europe a besoin pour accroître sa capacité d'action stratégique, l'esprit politico-institutionnel de l'EDIP va dans le bon sens, en répondant à la fragmentation industrielle [européenne](#).

Or, les [négociations inter-étatiques](#) qui sont déroulées en décembre 2024 au sein du Conseil des ministres étaient à couteaux tirés et ont pu trouver une homologie dans le [monde industriel européen](#), clivé par les dirigeants de Dassault Aviation, mais aussi de Thalès, Safran et Arquus. Ces derniers ont fait savoir qu'ils ne partageaient pas la proposition de la présidence hongroise du

Conseil de l'UE selon laquelle les projets éligibles pour un financement EDIP devraient avoir des composants technologiques issus de l'UE à hauteur minimum de 65 % sur la valeur totale du projet parce qu'ils considéraient ce seuil comme insuffisant.

Le rapporteur d'EDIP au Parlement européen, le député européen François-Xavier Bellamy (Parti populaire européen) pourrait proposer aux États membres qu'ils rendent public leurs positions afin de les mettre devant leur « responsabilité stratégique ». Les Entrepreneurs d'Europe, en particulier au sein du Parlement européen, pourraient a priori rappeler François-Xavier Bellamy à cette exigence de transparence démocratique si ce dernier ne jugeait pas favorablement une telle proposition. Ils pourraient aussi a posteriori pointer le décalage entre discours et actes de certains États membres, en mobilisant, si besoin, la stratégie du « name and shame » à l'encontre des Rentiers du souverainisme et des Courtiers de l'hégémon.

3) Déclassifier les données en matière de coopération au sein de l'AED

En 2022, 70 % des 27 États membres de l'UE, soit 19 d'entre eux, n'ont pas souhaité rendre public les données transmises à l'AED sur la proportion de leur budget militaire national consacrée aux programmes en coopération européenne. En 2023, ils ont encore été 14, soit plus de la moitié, à ne pas avoir autorisé la publication de ces données. Il s'agit, pourtant, d'un type d'informations que l'ensemble des États membres a, par le passé, autorisé l'AED à rendre public. Comment renforcer une « intimité stratégique » entre les 27 et informer l'opinion publique du décalage entre les discours et les actes des chefs d'État et de gouvernement et de leurs ministres en matière de coopération européenne, quand ce type d'informations reste classifié ?

Les ministres de la Défense qui entendent affirmer la puissance stratégique de l'Europe pourraient exiger que leurs services déclassifient ces informations, et pour ceux qui l'ont déjà fait, travailler à convaincre leurs homologues d'en faire de même. Ce rappel pourrait être soutenu par Kaja Kallas qui, en tant que Haute Représentante, assure la présidence de l'AED. Les représentants politiques des 27 ne devraient pas être réticents à défendre la transparence politique et institutionnelle, principe consubstantiel des démocraties libérales. Ils devraient aussi considérer l'objectif des 35 % d'acquisition d'armements issus de programmes réalisés en coopération européenne comme une incitation collective à converger et à faire mieux ensemble – en somme, comme un levier de renforcement de l'intimité stratégique incarnant une condition déterminante pour garantir une culture stratégique européenne.

Le cas échéant, les représentants des États membres qui ne soutiennent pas ou plus cet objectif devraient le dire publiquement : nous ne souhaitons pas faire des efforts pour dépenser un tiers de notre budget national en faveur d'équipements militaires européens, parce que nous préférons continuer à privilégier l'achat d'armements nationaux ou issus de pays tiers, à commencer par les États-Unis.

4) Faire réussir les programmes d'armement en coopération et les « champions européens »

Entre l'industrie de la défense nationale défendue par les Rentiers du souverainisme et celle, américaine, promue par les Courtiers de l'hégémon, le travail politique des Entrepreneurs d'Europe devrait consister à faire émerger une BITDE, en augmentant à la fois la proportion de programmes d'armement menés en coopération européenne et le nombre de « champions européens ». Après près de trois années de guerre entre l'Ukraine et la Russie, et dix ans après l'annexion de la Crimée par la Russie, les États européens dépensent toujours moins d'un euro sur cinq (18 % du total) pour acquérir des armements issus de coopération européenne et l'on compte seulement deux entreprises sur le continent dont la gouvernance est européenne, à savoir Airbus et MBDA.

Le commissaire en charge de l'industrie de la défense, Andrius Kubilius, pourrait proposer dans le Livre blanc sur l'avenir de la défense européenne que lui a demandé Ursula von der Leyen, la création d'une équipe de travail dédiée à l'intégration de la défense européenne, que je nomme par l'acronyme ENIDI pour « Ensuring the Integration of the Defence Industry ». Pilotée à la Commission européenne par la Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS) et associant des agents de l'AED et des parlementaires européens siégeant au sein de la sous-commission « Sécurité et Défense », ENIDI ouvrirait un espace de travail interinstitutionnel à l'échelle de l'UE. ENIDI réaliserait un travail de veille et d'expertise portant sur l'ensemble des programmes d'armement menés en coopération européenne déjà initiés ou annoncés par les gouvernements, parties prenantes, et pourrait également répertorier les annonces de rapprochements entre des entreprises basées dans plusieurs pays et qui pourraient aboutir à la constitution de « champions européens ».

ENIDI ne viserait pas seulement le suivi des « grands » programmes d'armement tels que le char d'assaut du futur entre l'Allemagne et la France (Main Ground Combat System) et celui entre l'Italie et le Royaume-Uni (Tempest ou Global Combat Air Program), l'avion de combat du futur entre l'Allemagne, la France et l'Espagne et pour lequel la Belgique a un statut d'observateur (SCAF), et le drone militaire entre l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie (Remotely Piloted Aircraft System). ENIDI pourrait aussi répertorier les « petits » programmes en cours ou en projet susceptibles de faire émerger des filières industrielles

transnationales autour d'une technologie militaire, tels que le projet de développement dans le domaine des drones terrestres (UGV) partagé par l'Allemagne et le Royaume-Uni dans le cadre du récent accord de [Trinity House](#).

Le travail à conduire par ENIDI serait analogue à l'échelle des consolidations industrielles en faisant état des projets avortés et confirmés. Dans le secteur terrestre, les entreprises allemande Krauss-Maffei Wegmann et française Nexter sont associées au sein du consortium KNDS, qui demeure, toutefois, faiblement intégré. En 2024, les entreprises italienne Leonardo et allemande Rheinmetall ont rapproché leurs activités au sein de Leonardo Rheinmetall Military Vehicles (LRMV). Dans le secteur naval, le consortium Naviris réunit l'entreprise française Naval Group et l'entreprise italienne Fincantieri depuis 2020. En 2021, le gouvernement français avait cependant bloqué la reprise de l'entreprise française STX par Fincantieri. En 2023, le gouvernement italien s'était de même [opposé](#) au rachat de Microtecnica, par l'entreprise française Safran, avant qu'il ne [lève son veto](#) en 2024.

ENIDI pourrait rédiger un rapport annuel qui serait présenté lors d'une conférence où l'état d'avancement des projets programmatiques et sectoriels en cours serait dévoilé et une série de recommandations serait formulée aux acteurs institutionnels et industriels nationaux avec une feuille de route afin de soutenir et promouvoir les projets qu'ils ont initiés. L'intérêt d'une telle démarche, outre la mise en réseau des acteurs européens et la circulation transnationale des informations, serait d'encourager l'ensemble des initiatives gouvernementales et industrielles européennes. Disposer d'une vue d'ensemble de la situation politico-industrielle européenne serait une ressource utile pour que les Entrepreneurs d'Europe puissent affiner leurs dispositifs à mettre en œuvre à court et à moyen termes.

Par ailleurs, il manque des moments qui permettent aux Entrepreneurs d'Europe – dirigeants politiques, élites civilo-militaires, capitaines d'industrie mais aussi consultants, experts, avocats, journalistes, etc. – de se rencontrer autour de l'enjeu de la coopération industrielle européenne et de l'intégration de la BITDE. Les conférences organisées par certains acteurs du secteur tels que l'Armament Industry European Research Group ([ARES](#)), constitué par l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), sont à la fois utiles et insuffisantes. La présentation annuelle du rapport d'ENIDI pourrait être l'occasion de tenir le salon de l'industrie du « Made in Europe », un événement de deux ou trois jours qui se déroulerait à Bruxelles. Ce salon – qui pourrait d'ailleurs s'étendre à d'autres secteurs industriels stratégiques – serait un levier supplémentaire pour consolider la BITDE. Cet événement devrait aussi être pensé à destination des citoyens, en leur offrant la possibilité de rencontrer les acteurs de la BITDE, d'avoir accès à des conférences et à des offres d'emplois, sur le modèle de [La Fabrique Défense](#) qu'il s'agirait d'eupéaniser et en complémentarité avec des initiatives nationales telles que le [Paris Defence and Strategy Forum](#).

5) Soutenir l'obtention de crédits budgétaires européens supplémentaires

L'EDIP mérite que les Entrepreneurs d'Europe travaillent à assurer son succès, qui n'est pas gagné du fait des vents contraires soufflés par les Rentiers du souverainisme et par les Courtiers de l'hégémon. Pour autant, un engagement budgétaire de 1,5 milliard d'euros ne sera pas suffisant à court terme et encore moins à moyen terme pour intégrer l'industrie de la défense à l'échelle du continent. Sans l'obtention de crédits budgétaires plus conséquents, l'UE demeurera un acteur stratégique impuissant pour faire face aux grandes puissances, chinoise ou américaine, et déficient pour soutenir l'Ukraine contre la Russie de Vladimir Poutine.

Les Entrepreneurs d'Europe qui s'investissent professionnellement au sein du « champ de [l'eurocratie](#) » – des Représentations permanentes des États membres aux équipes des députés européens, des lobbyistes et des avocats aux fonctionnaires de la Commission européenne, des ministres aux commissaires, etc. – devraient continuer à soutenir la proposition d'un plan d'investissement de 100 milliards d'euros qui pourrait prendre la forme d'euro-obligations, comme suggérée par Kaja Kallas. Au lendemain de la réélection de Trump, Thierry Breton a d'ailleurs [rappelé](#) l'intérêt de ce dispositif qui devrait être élaboré sur le modèle du « plan de relance » qui avait été décidé par le Président Emmanuel Macron et la Chancelière Angela Merkel dans le contexte de la Covid-19.

Constitutif de la même stratégie politique visant à renforcer les ressources budgétaires propres de l'UE, un autre levier doit être considéré, dès à présent, par les Entrepreneurs d'Europe : obtenir un budget pluriannuel (2028-2034) rehaussé à 3 % au moins du produit intérieur brut (PIB) des 27 (contre moins de 1,25 % aujourd'hui), en particulier en ce qui concerne le Fonds européen de défense (FED) et EDIP. Ces deux dispositifs financiers constituent des leviers politiques essentiels pour accroître la puissance stratégique de l'Europe à moyen terme dans la mesure où ces négociations européennes seront longues et difficiles. En ces temps de retour des [politiques de rigueur](#), ces dispositifs budgétaires devraient être défendus non comme des dépenses en plus – ce que ne manqueront pas de souligner les Rentiers du souverainisme et les Courtiers de l'hégémon –, mais, au contraire, comme des économies d'échelle vis-à-vis des finances publiques nationales et comme des investissements européens permettant la création d'emplois à haute valeur ajoutée.

A contrario, affirmer, discours après discours, que la priorité politique absolue est le renforcement de la capacité d'action

stratégique de l'UE sans pour autant lui donner les ressources y compris budgétaires pour être à la hauteur de l'inflation des objectifs militaro-industriels, c'est faire le jeu des Rentiers du souverainisme ou des Courtiers de l'hégémon, et c'est rester dépendant de ces deux « chemins » politico-institutionnels (dépendance aux États européens et dépendance aux États-Unis) conduisant à l'affaiblissement stratégique de l'Europe.

Mettre les États européens face à leur responsabilité stratégique

6) Européaniser les budgets militaires nationaux

Pour produire un effet de levier à court terme à l'échelle nationale, les Entrepreneurs d'Europe pourraient soutenir la proposition consistant à augmenter, chaque année, la proportion des budgets militaires nationaux consacrés à des programmes d'armement en coopération européenne. La responsabilité stratégique au sein de l'UE, c'est d'abord la responsabilité politique de ses États membres. Ils disposent des ressources financières pour transformer le régime militaro-industriel européen et de la légitimité démocratique pour prendre des décisions ambitieuses en matière de politique de défense.

En effet, l'un des effets de la guerre en Ukraine est d'avoir amené les États européens, non pas à entrer dans une « économie de guerre », mais à réinvestir dans leur outil militaire pour rattraper le « retard » qui a été pris depuis la fin de la guerre froide. En 2024, trois quarts des États membres de l'UE ont atteint le seuil des 2 % du PIB consacrés aux dépenses militaires qui avait été décidé au sein de l'OTAN, dans le contexte de l'annexion de la Crimée en 2014 et réitéré après l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février 2022. Si bien que le « nerf de la guerre » se trouve plus que jamais au sein des États européens. En 2024, l'État français a pu compter sur un budget de 47,2 milliards d'euros alors que la Commission européenne disposait d'un budget de près de 2 milliards d'euros pour financer les trois instruments militaro-industriels dont dispose l'UE : 1,1 milliard d'euros pour le FED et 800 millions d'euros pour les règlements dans le cadre de l'Acte de soutien à la production de munitions (ASAP) et de l'Acte de renforcement à l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes (EDIRPA)².

Il est probable que les appels politiques à augmenter le seuil de dépense militaire à 2,5 %, voire 3 % ou 4 % du PIB de chaque État membre se multiplient. Lors d'un débat organisé par le think tank Carnegie Europe, à Bruxelles le 12 décembre 2024, Mark Rutte a donné son premier grand discours en tant que secrétaire général de l'OTAN, en appelant « à penser "économie de guerre" et à donner un sérieux coup d'accélérateur à leur production et à leurs dépenses de défense ». Pour autant, une augmentation des budgets militaires nationaux, si elle n'est pas coordonnée et européanisée rapidement, pourrait avoir pour effet d'augmenter le chiffre d'affaires des entreprises américaines ou d'accroître la concurrence entre industriels nationaux – allemands, espagnols, français, italiens, suédois, polonais, etc. –, à rebours de l'objectif d'un renforcement de la capacité stratégique de l'Europe. En d'autres termes, le réarmement des États porte le risque d'un affaiblissement de l'autonomisation stratégique de l'Europe par un accroissement de la concurrence industrielle sur le continent.

Ainsi, les ministres de la Défense soutenus par leurs chefs d'État et de gouvernement qui ne souhaitent pas participer à l'étiollement stratégique de l'Europe pourraient prendre la décision d'augmenter de 2 % à 3 % par an la part des budgets militaires fléchés pour des programmes d'armement réalisés en coopération européenne pour ce qui a trait aux commandes d'équipements. En France, cette ligne budgétaire représentait 13,6 milliards d'euros en 2024 sur les 47,2 milliards d'euros déjà mentionnés, soit plus que l'ensemble des ressources budgétaires dont dispose la Commission européenne lors d'un exercice financier pluriannuel (2021-2027). Si non seulement chaque État membre de l'UE atteignait le seuil des 2 %, mais surtout augmentait le volume d'acquisition d'armements produits en coopération européenne de 2 % à 3 % chaque année, il y aurait un renforcement à la fois ordonné et rapide de la coopération européenne comme instrument d'intégration de la BITDE et d'autonomisation industrielle vis-à-vis des entreprises et du gouvernement américains.

7) Accentuer le travail de coordination politique entre dirigeants politiques nationaux

Le risque du maintien de la gouvernance intergouvernementale du régime militaro-industriel européen actuel construite sur les intérêts des États membres et les préférences politiques de leurs représentants est double pour le travail à mener par les Entrepreneurs d'Europe.

D'une part, l'UE est dépendante du changement politique aux États-Unis et du choix des électeurs des « swing states » tous les quatre ans, mais aussi des dirigeants des États membres de l'UE. Cette seconde dépendance découle du fait que les décisions relatives aux secteurs de la sécurité et de la défense demeurent prises à l'unanimité au Conseil européen et au Conseil des ministres. Les représentants politiques nationaux qui interviennent au sein de l'UE sont eux-mêmes contraints par la contingence de la vie politique nationale. En 2024, la France a vu se succéder quatre gouvernements, du jamais vu sous la V^e République. Dans le même temps, le chancelier Olaf Scholz a perdu un vote de confiance au Bundestag en décembre 2024, aboutissant à la convocation d'élections législatives anticipées, le 23 février 2025. En outre, l'une des conséquences de la

réélection de Trump est qu'elle risque d'accélérer l'affaiblissement du poids des Entrepreneurs d'Europe dans les arènes bruxelloises, en favorisant l'agenda politique des dirigeants de droite et d'extrême droite « populistes », à commencer par le Hongrois Viktor Orbán, mais aussi le Slovaque Robert Fico, l'Italienne Georgia Meloni et le Néerlandais Dick Schoof.

D'autre part, les dirigeants des États membres, leurs entourages et les agents issus de leurs administrations nationales risquent de reproduire leurs habitudes professionnelles nationales. Comme nous l'a appris le politiste et sociologue Michel Dobry, et aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, une crise a généralement tendance à accroître les réflexes politiques nationaux par un phénomène dit de « [régression vers les habitus nationaux](#) », plutôt que d'être une fenêtre d'opportunités pour activer des changements. Depuis la réélection de Trump, cette hypothèse de travail semble largement confirmée par les prises de position des dirigeants politiques européens qui sont chacun dans « leur rôle », y compris le chef de l'État français, à la tête de la seule puissance nucléaire de l'UE.

Depuis sa première élection en 2017, Emmanuel Macron n'a eu de cesse de produire des « [ambiguïtés stratégiques](#) » quant aux priorités politiques de la France, le situant bien davantage en héritier de la V^e République, utilisant l'UE comme « multiplicateur de puissance » de l'État français – la « [French Europe](#) » – qu'en Entrepreneur d'Europe travaillant à renforcer la capacité d'action propre de l'UE. Cette pratique politique française a produit des résultats pour le moins limités à l'échelle européenne, malgré l'effort de mettre à l'agenda européen l'enjeu militaro-industriel et d'impulser certaines [adaptations nationales](#).

La communication politique du Président Macron a souvent été perçue dans d'autres capitales européennes comme condescendante vis-à-vis des États européens et isolationniste vis-à-vis des États-Unis, risquant de rendre de facto l'Europe plus instable et fragile. Le manque de coordination politique entre les autorités françaises et leurs homologues européens ont pu produire des [incompréhensions](#). En d'autres termes, les initiatives politiques françaises qui peuvent être considérées comme des cris d'alarme stratégiques légitimes et courageux de Paris sont reçus dans d'autres capitales européennes avec incrédulité, de surcroît quand elles sont formulées concomitamment à des [déclarations unilatérales](#).

Or, depuis la réélection de Trump, la communication politique du chef de l'État français peut être caractérisée par sa continuité. Sur la plateforme X, le 6 novembre 2024, Emmanuel Macron a publié un [post](#) qui était attendu : « Je viens d'échanger avec le chancelier @OlafScholz. Nous allons œuvrer pour une Europe plus unie, plus forte, plus souveraine dans ce nouveau contexte. En coopérant avec les États-Unis d'Amérique et en défendant nos intérêts et nos valeurs. » Sur la forme, ce post n'a été publié ni en anglais, ni en allemand. Sur le fond, on fera remarquer qu'il paraît discutable d'appeler à une « Europe unie » sans faire mention ni de la Pologne ou de l'Italie, ni de l'UE ou de l'OTAN. Le 7 novembre 2024, en déplacement à Budapest, pour le cinquième sommet de la Communauté politique européenne (CPE), son [intervention](#) a été construite sur la promotion des mêmes objectifs (« autonomie stratégique », « souveraineté européenne »), des mêmes instruments (CPE et Initiative européenne d'intervention, IEI), de la même méthode (le leadership français). Le 12 novembre 2024, lors d'un entretien à Paris avec le nouveau secrétaire général de l'OTAN, le néerlandais Mark Rutte, le chef de l'État français a utilisé les mêmes mots, a reproduit les mêmes ambiguïtés en [affirmant](#) que « pour la sécurité de nos citoyens, il nous faut une Ukraine forte, une Europe forte et une Alliance forte ».

Afin d'éviter la « tentation du cavalier seul » des États membres, plus forte encore dans les contextes de crise, peut-être s'agirait-il de considérer que l'« efficacité décisionnelle » des acteurs politiques nationaux n'est pas indexée sur la réactivité de leur déclaration, mais sur leurs compétences à se coordonner. Pourtant, les vents contraires sont forts et trois réactions pourraient balayer d'un revers de main cet enjeu de méthode politique : la confiance en un niveau de coordination politique européenne déjà élevé et donc suffisant ; le besoin de « garder la main » sur les réseaux sociaux par des réactions politiques permanentes ; la difficulté de faire converger des cultures politiques nationales caractérisées par un rapport différencié au temps et à l'opinion publique. Pourtant, les discours politiques en faveur du renforcement de la puissance stratégique de l'Europe ne suffiront pas à la faire advenir sans changement majeur de communication politique et de pratique politique des chefs d'État et de gouvernement des 27, dont la France, en faveur d'une méthode : la coordination politique avant la communication politique. Le cas échéant, les dirigeants étatiques nationaux pourront continuer à porter les discours les plus volontaristes, non seulement ils ne participeront pas à consolider la capacité d'action stratégique de l'Europe mais feront, au contraire, le jeu des Rentiers du souverainisme ou des Courtiers de l'hégémon.

8) Valoriser la circulation européenne des fonctionnaires nationaux

L'accélération de la puissance stratégique de l'Europe se joue aussi à l'échelle des administrations des États membres au sein desquelles, à l'exception de certains services spécialisés, l'UE demeure une affaire étrangère, une complication supplémentaire, une externalité à gérer. La tendance des administrations nationales – dont les ministères des Armées ou de la Défense – est à s'en tenir à des manières de faire, des réflexes, des procédures, des habitudes professionnelles nationales. Si bien qu'un fonctionnaire français, par exemple, va avoir une connaissance parcellaire de la manière dont fonctionnent ses homologues

polonais, grecs ou suédois et inversement. Même entre les États où ce type de dispositifs existent – par exemple, entre l'Allemagne et la France –, les cohortes qui bénéficient de ce type d'échanges professionnels sont limitées en nombre et, de surcroît, peu valorisées dans la carrière des agents. Cette distance persistante « dans les têtes » ne se retrouve pas dans la géographie du continent : on fera remarquer que la distance par la route entre Paris et Berlin (1 050 km) est moins longue que celle qui sépare Nice de Lille (1 150 km), Washington D.C. de Chicago (1 100 km) ou Pékin de Shanghai (1 300 km).

La circulation européenne, voire la socialisation, des fonctionnaires nationaux serait un levier administratif pour appuyer la capacité d'action stratégique de l'Europe. En effet, les dispositifs de circulation professionnelle des fonctionnaires nationaux dans d'autres États européens ou au sein d'une institution de l'Union en tant qu'expert national détaché (END) sont trop peu nombreux. Les Entrepreneurs d'Europe pourraient soutenir des propositions comme l'initiative citoyenne européenne proposant un [programme d'échange européen de fonctionnaire](#) (CSEP). L'enjeu n'est pas seulement d'« exporter » des fonctionnaires nationaux au sein des institutions de l'Union pour une ou plusieurs années. Les exemples d'agents nationaux qui ont travaillé plusieurs années à la Commission européenne, et dont les compétences ne sont pas valorisées, à tout le moins utilisées, de retour à Paris sont légion. Le même type de dispositifs valorisant la mobilité professionnelle transnationale devrait bénéficier à des [cohortes élargies d'agents militaires](#). Il est aussi question de valoriser ces expériences professionnelles dans la carrière de l'agent une fois rentrée dans son administration nationale d'origine. L'euphorisation des formations continues prestigieuses dispensées au sein de l'UE, telles que [les sessions annuelles de l'Institut des hautes études de défense nationale](#) (IHEDN) organisées à Paris, devrait être amplifiée en triplant ou quadruplant les places disponibles pour les agents de citoyenneté européenne ne disposant pas de la nationalité française. Ce travail d'adaptation des stratégies des ressources humaines des administrations nationales afin d'euphoriser les carrières professionnelles des agents civilo-militaires nationaux pourrait être un levier politique de plus en faveur d'une culture stratégique européenne partagée.

Lors d'une bascule politique, un réflexe des gouvernants est de se fixer un agenda politique pour « les (premiers) 100 jours ». Comme pour l'émergence d'un [nouveau régime climatique](#), il faudra bien plus que trois mois pour mettre en œuvre des changements politiques, bureaucratiques et industriels suffisamment profonds et durables pour construire un nouveau régime militaro-industriel européen. Continuer comme avant, convaincu de son fait stratégique, serait le pire des réflexes. C'est aussi le plus probable, ce qui aboutirait à ce que les Courtiers de l'hégémonie et les Rentiers du souverainisme conservent leurs positions politiques dominantes. Les premiers continueront à prôner le « sauve qui peut » en allant requérir le soutien politico-industriel de l'administration Trump, les seconds ne cesseront de sauter comme des cabris en s'exclamant : « Autonomie stratégique ! Autonomie stratégique ! Autonomie stratégique ! », tout en étant incapable de faire émerger les conditions favorables et nécessaires à une coopération efficace en Europe.

Il n'en demeure pas moins que le contexte de polycrise – marqué par la multiplication des conflits, la montée du populisme et de l'instabilité économique –, au sein duquel Trump a été réélu, concomitamment au lancement d'une nouvelle séquence politique à l'échelle de l'UE à la suite des élections européennes de juin 2024, pourrait être « [utilisé](#) » comme une ressource politique par les Entrepreneurs d'Europe. Ces derniers pourraient, dans cet environnement politique incertain, contingent et contraint, faire avancer leur agenda, leurs priorités, leurs propositions, afin d'être à la hauteur de l'histoire. En évitant l'affaissement stratégique de l'Europe ; en renforçant la puissance stratégique de l'Europe.

Image : [Official White House Photo by Shealah Craighead](#), via Flickr.

1 Cette catégorie d'analyse – les Rentiers du souverainisme – et les deux suivantes – les Courtiers de l'hégémonie et les Entrepreneurs d'Europe – ont été définies pour un projet de manuscrit en cours d'écriture intitulé *Arming Europe: Cooperation and Integration Around a Core State Power*.

2 On peut ajouter le budget de la Facilité européenne pour la paix (FEP), consacrée au soutien à l'Ukraine, qui s'élève à 11,1 milliards d'euros sur la période 2022-2027 (sur une enveloppe totale de 17 milliards d'euros), soit un peu plus de 2 milliards d'euros par an. Cependant, ce budget n'est pas un budget communautaire dans la mesure où il relève de contributions financières des États membres.

— • — — • • — — • • •

Samuel B.H. Faure

Samuel B.H. Faure (@samuelbhfaure) est maître de conférences en science politique à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye où il dirige le Diplôme d'Analyste en Cybersécurité (DAC). Chercheur associé au centre de recherche CNRS Printemps de l'Université Paris-Saclay, il a, entre autres, publié *Défense européenne. Émergence d'une culture stratégique commune* (Athéna éditions, 2016) et *Avec ou sans l'Europe. Le dilemme de la politique française de l'armement* (Éditions de l'Université de Bruxelles, 2020).

Comment citer cette publication

Samuel B.H. Faure, « Renforcer la puissance stratégique de l'Europe avec la réélection de Trump : 8 propositions politiques concrètes », *Le Rubicon*, vol. 5, 29 janvier 2025 [https://lerubicon.org/renforcer-la-puissance-strategique-de-leurope-avec-la-reelection-de-trump-8-propositions-politiques-concretes/].